

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-099

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche retraite complémentaire et prévoyance a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche retraite complémentaire et prévoyance, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche retraite complémentaire et prévoyance

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1794

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35477	BUT - INFORMATIQUE : ADMINISTRATION, GESTION ET EXPLOITATION DES DONNÉES	7381	8000	7400	8500	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35492	BUT - CARRIÈRES JURIDIQUES : PATRIMOINE ET FINANCE	6008	7752	7103	8100	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35493	BUT - CARRIÈRES JURIDIQUES : ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES	6008	7666	7100	8100	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35500	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : STRATÉGIE DE COMMUNICATION NUMÉRIQUE ET DESIGN D'EXPÉRIENCE	6760	7820	7110	8500	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35501	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : CRÉATION NUMÉRIQUE	6760	7816	7110	8562	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35502	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : DÉVELOPPEMENT WEB ET	6760	7860	7316	8547	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
prévoyance		DISPOSITIFS INTERACTIFS					
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP35513	BUT - CARRIÈRES SOCIALES : COORDINATION ET GESTION DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX	11520	8160	7534	8700	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP31505	MASTER - ACTUARIAT (FICHE NATIONALE)	9500	8600	7950	9100	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP31036	MANAGER E-BUSINESS ET MARKETING DIGITAL (KEDGE BUSINESS SCHOOL)	13000	9500	8600	11600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés